

Le chemin de croix de l'informateur Michel

La seule porte de sortie valable pour les libéraux francophones est une coalition «suédoise». Charles Michel pense pouvoir faire bouger le CD&V. Mais il aura besoin de plus de temps...

MARTIN BUXANT

L'affaire devient sensible et, doucement, la cocotte-minute approche de l'ébullition. L'informateur royal Charles Michel est au milieu du gué; il rame pour convaincre le CD&V d'accepter de lancer une formation gouvernementale «suédoise» et chez les libéraux francophones, son parti, on oscille entre compréhension pour les efforts fournis par l'informateur et défaitisme. C'est que, tous comptes faits, les libéraux se rendent à une évidence: cette forme de coalition (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) est pour eux la seule et unique option de coalition fédérale valable. L'alternative sur laquelle dit travailler Charles Michel — la tripartite traditionnelle — n'est qu'un écran de fumée et ils ne sont même pas nécessaires pour la mettre en place: PS et cdH n'ont pas besoin des libéraux pour constituer une majorité.

En outre, le MR n'entrera pas dans les gouvernements régionaux: ceux-ci sont pliés entre PS et cdH. D'ailleurs, des congrès de participation devraient avoir lieu la semaine prochaine. Bref, pour les libéraux, c'est le saut vers la «Suédoise» et ses grands yeux bleus ou l'opposition à tous les étages. «Cela ne nous fait pas peur, je pense qu'on va devoir sérieusement considérer cette option», dit un responsable libéral sous couvert d'anonymat. «Je pense que Charles Michel ne doit pas s'entêter à courir derrière cette formule s'il n'y a que nous et la N-VA qui la défendons», ajoute ce libéral. Un autre: «Charles Michel n'est pas responsable du fait que le CD&V ne veut pas poser un choix clair». Et de prolonger: «On ne peut pas forcer un âne à boire s'il n'en a pas envie».

L'informateur royal, de son côté, est modérément optimiste. Les lignes bougent, la sérénité est revenue, le travail de massage intensif — à ce stade, c'est presque de la danse du ventre — sur le CD&V porte ses fruits. Et la question de l'Open VLD se réglera dans la foulée du CD&V:

personne ne croit une minute que les libéraux flamands choisiront l'opposition plutôt que d'intégrer une majorité de droite fédérale qui réalisera les 3/4 de leur programme socio-économique. «Ce parti est une bande de fous, mais ils connaissent quand même leur intérêt», souligne un responsable flamand.

Bref, en l'état de la situation actuelle, l'idée est que Charles Michel prolonge sa mission de quelques jours. Lundi, il doit se rendre auprès de Philippe, il lui dira donc que les lignes bougent lentement mais sûrement (?) vers la coalition «suédoise» et qu'il a besoin de davantage de temps pour sécuriser le début d'une vraie formation gouvernementale. Le Roi acquiescera et sera très certainement ravi de pouvoir fêter son année de règne au chaud (21 juillet) dans le sillage de Charles Michel. Si tel n'est pas le cas, bienvenue dans l'aventure.

Dépannage royal

Car le PS n'a pas l'intention d'aller au casse-pipe royal à l'heure actuelle si le libéral jette l'éponge. Les socialistes francophones savent très bien qu'ils aboutiraient rapidement à la même impasse que Charles Michel. «Pourquoi le CD&V accepterait-il aujourd'hui de fonctionner avec nous dans une tripartite?», s'interroge, à raison, un socialiste. «On n'est pas fous: on ne va pas aller se brûler les ailes pour sortir Charles Michel de l'ornière». PS et cdH sont en orbite régionale (avec le PFD à

Bruxelles). Les deux partis ont prévu des congrès de participation afin que leurs militants puissent avaliser les programmes négociés pour la Région wallonne et la Région bruxelloise. Et aider les libéraux ne fait évidemment pas partie de leur plan d'action.

L'air est donc connu pour l'informateur: il doit convaincre le CD&V de sauter dans cet océan

bleu qu'est la «Suédoise» (ou «kamikaze», si vous préférez), où les «orange» seront noyés parmi les ministres libéraux (MR et Open VLD). Le problème n'est pas tant Wouter Beke, le président de parti, que le ministre-président flamand sortant Kris Peeters. Celui-ci traîne les pieds à l'idée de déménager vers le «16» et à laisser derrière lui la

place des Martyrs, le siège du numéro 1 flamand, au N-VA Geert Bourgeois. Au CD&V, c'est Hilde Crevits qui est sensée devenir la chef de file des démocrates-chrétiens flamands dans le gouvernement régional. Mais les attermolements de Peeters ralentissent — pour l'instant — le niveau flamand et bloquent tout développement au Fédéral. Pas question de proposer la Commission européenne à Kris Peeters puisque le CD&V rêve d'y envoyer Marianne Thyssen, alors circule la rumeur selon laquelle Peeters serait exfiltré vers le port d'Anvers. Le job de CEO du port (environ 500.000 euros/an) est prestigieux et bien rémunéré mais cela apparaîtrait comme un recul pour un responsable qui est aux portes du «16» rue de la Loi. Ce n'est donc pas une solution non plus.

Leterme déjà...

Les optimistes pensent que le CD&V est désormais conscient du problème Peeters et va le régler, les pessimistes remarquent que le CD&V est indispensable à toutes formes de coalition fédérale possibles et que, donc, le temps joue en leur faveur: il faudra de toute manière venir leur demander à quelle condition ils veulent bien embarquer dans un gouvernement fédéral.

C'est un classique du registre démocrate-chrétien flamand. En 2007, déjà, alors que Didier Reynders bouclait un tour d'informateur très très large, et qu'Yves Leterme devait quitter la présidence du gouvernement flamand pour lui succéder comme formateur, le téléphone sonnait toutes les deux heures. A l'autre bout du fil, le CD&V demandait à chaque fois un nouveau délai de quelques jours pour pouvoir se décider.

La rue de la Loi, cet éternel recommencement.

«L'opposition ne nous fait pas peur. Au lieu de courir derrière le CD&V et le VLD, ne devrait-on pas plutôt envisager cette option?»

UN LIBÉRAL